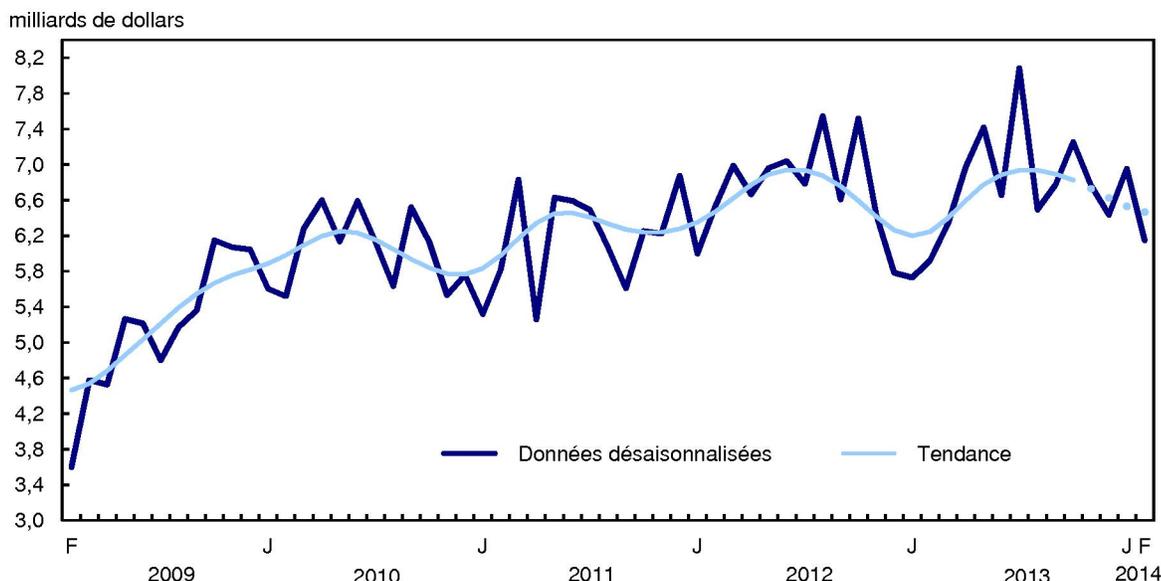


Permis de bâtir, février 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mardi 8 avril 2014

Les municipalités ont délivré pour 6,1 milliards de dollars de permis de bâtir en février, en baisse de 11,6 % par rapport au mois précédent. Ce recul a fait suite à une hausse de 8,1 % observée en janvier et s'explique en grande partie par la diminution des intentions de construction de logements multifamiliaux dans l'ensemble des provinces.

Graphique 1 Valeur totale des permis



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Les intentions de construction d'immeubles résidentiels ont diminué de 21,0 % pour se fixer à 3,6 milliards de dollars, après avoir crû de 26,1 % le mois précédent. Il s'agit d'une troisième baisse en quatre mois. Un affaiblissement des intentions de construction résidentielle a été observé dans toutes les provinces, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard. L'Alberta, le Québec et la Colombie-Britannique ont connu les plus fortes baisses.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis de bâtir a progressé de 6,6 % en février pour atteindre 2,5 milliards de dollars. Cette hausse a fait suite à une baisse de 15,4 % enregistrée le mois précédent. L'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec ont été à l'origine de la majeure partie de la croissance observée au niveau national, tandis que l'Alberta, le Manitoba, Terre-Neuve-et-Labrador et la Nouvelle-Écosse ont connu des baisses.

Secteur résidentiel : baisse des intentions de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux

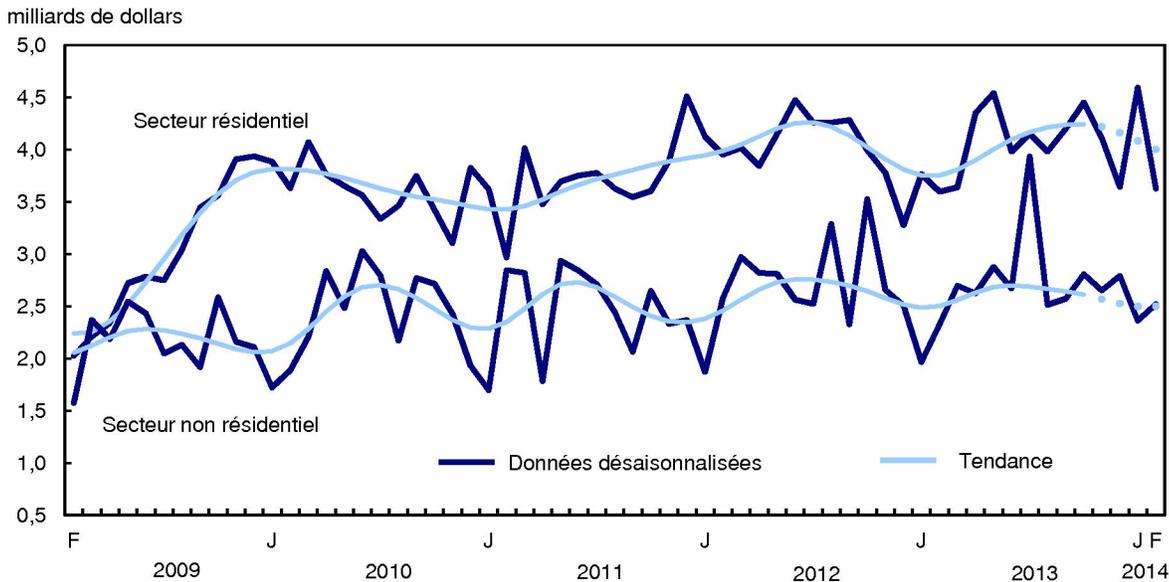
La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a diminué de 31,5 % en février pour se fixer à 1,5 milliard de dollars, ce qui représente un troisième repli en quatre mois. Des reculs ont été observés dans toutes les provinces, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Alberta ayant affiché les plus fortes baisses.



Les intentions de construction de logements unifamiliaux ont baissé de 12,0 % en février pour s'établir à 2,2 milliards de dollars, après avoir augmenté de 14,0 % en janvier. Un recul des intentions de construction a été observé dans six provinces, l'Alberta, l'Ontario et la Colombie-Britannique ayant été à l'origine de la majeure partie de la baisse inscrite au niveau national.

Les municipalités canadiennes ont approuvé la construction de 14 011 nouveaux logements en février, soit un recul de 23,8 % par rapport à janvier. La baisse observée en février a été attribuable à une diminution de 29,3 % du nombre de logements multifamiliaux, qui s'est établi à 8 289 unités, et à un repli de 14,3 % du nombre de logements unifamiliaux, lequel s'est fixé à 5 722 unités.

Graphique 2
Secteurs résidentiel et non résidentiel



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Secteur non résidentiel : hausse dans les composantes institutionnelle et industrielle

Les municipalités canadiennes ont délivré pour 673 millions de dollars de permis de construction institutionnelle en février, en hausse de 14,9 % par rapport à janvier. Les augmentations enregistrées dans quatre provinces, l'Ontario en tête, ont plus qu'effacé les baisses affichées dans les autres provinces. L'augmentation affichée en Ontario a été principalement attribuable aux immeubles à vocation médicale. L'Alberta a connu la plus forte baisse, en raison de l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles à vocation médicale, d'établissements d'enseignement et d'immeubles gouvernementaux.

Dans la composante industrielle, la valeur des permis a crû de 26,8 % en février pour atteindre 348 millions de dollars, après avoir enregistré une baisse de 44,5 % le mois précédent. Cette augmentation a été le résultat d'une hausse des intentions de construction de bâtiments rattachés au secteur primaire et à l'industrie minière au Québec, et d'usines de fabrication en Alberta et au Québec. Les baisses les plus marquées ont été notées à Terre-Neuve-et-Labrador et en Colombie-Britannique.

Après avoir connu une croissance de 14,5 % en janvier, les municipalités canadiennes ont délivré pour 1,5 milliard de dollars de permis de construction commerciale en février, ce qui représente une baisse de 0,3 % par rapport au mois précédent. Cette diminution a été attribuable à diverses catégories d'immeubles à vocation commerciale, dont les hôtels et les restaurants, et les stations-service. Les baisses affichées dans quatre provinces, l'Ontario et le Manitoba arrivant en tête, ont effacé les hausses observées dans les autres provinces. La Colombie-Britannique a connu la croissance la plus marquée, suivie du Nouveau-Brunswick et de la Saskatchewan.

Provinces : fortes baisses en Alberta, au Québec et en Colombie-Britannique

La valeur des permis a diminué dans sept provinces en février. L'Alberta a connu la plus forte baisse, principalement en raison d'une diminution des intentions de construction d'immeubles résidentiels et institutionnels. Au Québec, la baisse mensuelle a été attribuable aux logements multifamiliaux, tandis que le recul enregistré en Colombie-Britannique s'explique par l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles résidentiels et institutionnels.

L'augmentation la plus prononcée a été inscrite en Ontario, grâce à une hausse des intentions de construction institutionnelle. L'Île-du-Prince-Édouard arrivait loin au deuxième rang, suivie du Nouveau-Brunswick. Les intentions de construction d'immeubles institutionnels et de logements unifamiliaux ont contribué à la croissance observée à l'Île-du-Prince-Édouard, alors que les immeubles à vocation commerciale et les logements unifamiliaux ont été à l'origine de l'augmentation affichée au Nouveau-Brunswick.

Baisse des intentions de construction dans plus de la moitié des régions métropolitaines de recensement

En février, la valeur totale des permis a diminué dans 20 des 34 régions métropolitaines de recensement.

La plus forte baisse a été enregistrée à Toronto, suivie d'Edmonton et de Montréal. À Toronto, la baisse a été principalement attribuable aux immeubles résidentiels et, dans une moindre mesure, aux immeubles à vocation commerciale. L'affaiblissement des intentions dans l'ensemble des composantes explique la baisse observée à Edmonton. À Montréal, les logements multifamiliaux ont été à l'origine de la majeure partie du recul.

Kingston a inscrit l'augmentation la plus prononcée en février, suivie d'Ottawa. La croissance de la valeur des permis délivrés à Kingston a été surtout attribuable à l'augmentation des intentions de construction d'immeubles institutionnels, tandis qu'à Ottawa, elle a été attribuable aux logements multifamiliaux et, dans une moindre mesure, aux immeubles institutionnels.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé « La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques ».

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées sur les graphiques en tant que complément des séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada –
Données désaisonnalisées

	Février 2013	Décembre 2013	Janvier 2014 ^r	Février 2014 ^P	Janvier à février 2014	Février 2013 à février 2014
	millions de dollars				variation en %	
Total	5 922,4	6 436,8	6 955,4	6 148,2	-11,6	3,8
Résidentiel	3 596,5	3 643,6	4 593,1	3 629,5	-21,0	0,9
Unifamilial ¹	2 334,3	2 171,7	2 475,7	2 178,6	-12,0	-6,7
Multifamilial	1 262,2	1 471,9	2 117,4	1 450,9	-31,5	15,0
Non résidentiel	2 325,9	2 793,2	2 362,3	2 518,8	6,6	8,3
Industriel	394,9	495,6	274,8	348,4	26,8	-11,8
Commercial	1 493,9	1 311,0	1 501,7	1 497,6	-0,3	0,2
Institutionnel	437,1	986,6	585,8	672,8	14,9	53,9
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	14 089	15 650	18 398	14 011	-23,8	-0,6
Unifamilial ¹	6 548	6 068	6 674	5 722	-14,3	-12,6
Multifamilial	7 541	9 582	11 724	8 289	-29,3	9,9

^r révisé

^P provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire – Données désaisonnalisées

	Février 2013	Décembre 2013	Janvier 2014 ^r	Février 2014 ^p	Janvier à février 2014	Février 2013 à février 2014
	millions de dollars				variation en %	
Canada	5 922,4	6 436,8	6 955,4	6 148,2	-11,6	3,8
Résidentiel	3 596,5	3 643,6	4 593,1	3 629,5	-21,0	0,9
Non résidentiel	2 325,9	2 793,2	2 362,3	2 518,8	6,6	8,3
Terre-Neuve-et-Labrador	66,1	72,7	99,4	48,4	-51,3	-26,7
Résidentiel	33,6	45,8	48,5	35,4	-27,1	5,2
Non résidentiel	32,4	26,9	50,9	13,0	-74,4	-59,8
Île-du-Prince-Édouard	8,5	11,9	15,1	22,8	50,5	167,9
Résidentiel	4,4	6,0	7,5	10,0	32,7	126,3
Non résidentiel	4,1	5,8	7,6	12,8	68,1	212,8
Nouvelle-Écosse	82,5	50,2	75,5	59,2	-21,5	-28,2
Résidentiel	66,1	33,8	53,4	47,7	-10,7	-27,8
Non résidentiel	16,4	16,4	22,0	11,5	-48,0	-29,9
Nouveau-Brunswick	47,2	45,5	73,8	76,6	3,8	62,4
Résidentiel	27,4	34,0	61,2	43,6	-28,8	59,4
Non résidentiel	19,8	11,6	12,6	33,0	162,2	66,6
Québec	1 209,3	1 753,6	1 363,9	1 191,2	-12,7	-1,5
Résidentiel	768,5	670,4	937,9	726,7	-22,5	-5,4
Non résidentiel	440,9	1 083,3	426,0	464,5	9,0	5,4
Ontario	1 970,3	2 133,3	2 393,7	2 494,9	4,2	26,6
Résidentiel	1 245,3	1 297,3	1 492,1	1 327,2	-11,1	6,6
Non résidentiel	725,0	836,0	901,7	1 167,7	29,5	61,1
Manitoba	203,9	130,4	193,8	128,1	-33,9	-37,2
Résidentiel	128,1	91,8	117,7	90,3	-23,3	-29,5
Non résidentiel	75,8	38,6	76,0	37,8	-50,3	-50,1
Saskatchewan	213,9	152,5	212,0	186,4	-12,1	-12,9
Résidentiel	118,0	109,1	136,3	104,4	-23,4	-11,5
Non résidentiel	95,9	43,3	75,7	82,0	8,4	-14,5
Alberta	1 366,7	1 358,9	1 610,6	1 164,5	-27,7	-14,8
Résidentiel	713,1	824,7	1 061,3	750,1	-29,3	5,2
Non résidentiel	653,6	534,3	549,4	414,4	-24,6	-36,6
Colombie-Britannique	696,3	690,9	907,3	766,3	-15,5	10,1
Résidentiel	485,8	525,0	669,6	489,7	-26,9	0,8
Non résidentiel	210,4	165,9	237,7	276,6	16,4	31,4
Yukon	1,4	1,0	5,7	3,9	-31,9	171,8
Résidentiel	0,9	0,1	4,1	1,8	-56,0	113,5
Non résidentiel	0,6	0,9	1,5	2,0	33,6	260,1
Territoires du Nord-Ouest	51,3	0,8	1,3	1,1	-12,4	-97,8
Résidentiel	0,3	0,5	0,0	0,1	122,4	-65,7
Non résidentiel	51,0	0,3	1,2	1,0	-17,8	-98,0
Nunavut	5,1	35,1	3,4	4,9	46,3	-3,5
Résidentiel	5,1	5,1	3,4	2,5	-25,4	-50,7
Non résidentiel	0,0	30,0	0,0	2,4

^r révisé^p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement – Données désaisonnalisées¹

	Février 2013	Décembre 2013	Janvier 2014 ^r	Février 2014 ^p	Janvier à février 2014	Février 2013 à février 2014
	millions de dollars				variation en %	
Total, régions métropolitaines de recensement	4 396,6	5 090,6	5 332,6	4 583,9	-14,0	4,3
St. John's	35,1	49,7	84,2	27,3	-67,6	-22,3
Halifax	44,4	20,6	39,6	25,8	-34,7	-41,8
Moncton	8,0	12,3	17,7	19,4	9,9	141,6
Saint John	9,5	12,9	15,6	26,4	69,0	178,7
Saguenay	12,2	16,8	15,4	27,5	79,2	125,5
Québec	113,3	126,3	146,9	102,3	-30,4	-9,7
Sherbrooke	72,8	34,6	35,3	31,6	-10,4	-56,6
Trois-Rivières	19,4	25,2	18,0	27,3	51,5	40,5
Montréal	579,0	1 122,4	714,6	561,0	-21,5	-3,1
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	169,4	135,4	262,3	297,2	13,3	75,5
Partie Gatineau	40,0	44,8	118,5	55,5	-53,2	38,5
Partie Ottawa	129,3	90,6	143,7	241,7	68,2	86,9
Kingston	48,8	10,6	55,5	261,1	370,4	434,9
Peterborough	9,7	11,0	5,0	5,2	3,6	-46,6
Oshawa	64,9	58,7	77,2	65,7	-14,8	1,3
Toronto	946,6	1 123,5	1 358,2	1 066,9	-21,4	12,7
Hamilton	109,2	198,9	101,1	101,2	0,2	-7,3
St. Catharines–Niagara	61,2	60,1	49,7	47,3	-4,9	-22,6
Kitchener–Cambridge–Waterloo	65,6	129,8	59,7	110,6	85,2	68,6
Brantford	10,7	4,2	6,4	7,6	18,9	-29,0
Guelph	17,2	25,5	27,3	22,4	-18,1	29,9
London	59,1	39,0	37,2	87,2	134,5	47,5
Windsor	26,5	15,9	33,5	16,5	-50,8	-37,9
Barrie	48,7	45,0	16,7	34,8	107,8	-28,6
Grand Sudbury	12,8	4,6	12,5	7,3	-41,4	-42,6
Thunder Bay	12,8	3,1	15,1	4,3	-71,4	-66,2
Winnipeg	142,8	87,5	145,4	86,5	-40,5	-39,4
Regina	58,6	58,5	45,2	75,7	67,5	29,3
Saskatoon	90,3	58,0	97,0	66,5	-31,5	-26,4
Calgary	518,5	657,8	577,5	426,4	-26,2	-17,8
Edmonton	481,2	389,5	522,5	359,5	-31,2	-25,3
Kelowna	25,2	27,6	30,3	31,5	3,9	24,6
Abbotsford–Mission	6,3	13,0	21,2	9,7	-54,2	53,2
Vancouver	493,0	480,5	622,2	512,3	-17,7	3,9
Victoria	23,8	32,0	66,8	31,9	-52,2	34,3

^r révisé^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008 et 026-0010.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de février 2014 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-X) paraîtra bientôt.

Les données des permis de bâtir de mars seront diffusées le 7 mai.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jérémie Bennett au 613-951-0793, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.